

WEBINAIRE GLOBAL Projet d'échange et apprentissage du TPAE :
Aider les jeunes à acquérir des compétences professionnelles et à trouver
un emploi décent (autonome)

(Projet de rapport 25.10.23)
3 et 10 octobre 2023

Le 3 octobre 2023

Ouverture et bienvenue

Trudy Kerperien, responsable du groupe de travail sur l'éducation (GTE) du programme TPAE et secrétaire internationale du syndicat néerlandais de l'éducation, AOb, membre de la coalition "Halte au travail des enfants", a souhaité la bienvenue aux participants et les a invités à se présenter et à partager tout document pertinent dans la fonction "chat".

Elle a expliqué que ce premier webinaire était axé sur le développement des compétences et la formation professionnelle. Après une introduction et un bref aperçu en forme de cartographie des programmes de formation professionnelle et de formation aux compétences existant dans les pays du programme TPAE, les pays présenteront des pratiques intéressantes en la matière. S'il s'agit de bonnes pratiques dans un pays, elles ne fonctionneront pas nécessairement dans un autre contexte. Cependant, ces pratiques sont toutes une source d'inspiration car elles montrent que dans un contexte spécifique, si la stratégie est bonne, les choses peuvent changer. Elle a ensuite expliqué que ces pratiques seraient discutées plus en détail dans les groupes de discussion. Les participants ont été invités à adresser toute question en suspens au GTE pour en assurer le suivi.

Session 1 : Introduction par Sophie Ovaa, Directrice du programme WNCB

Sophie Ovaa a également souhaité la bienvenue aux participants et s'est félicitée de la présence d'un si grand nombre de participants venus des six pays de TPAE. Elle a donné quelques informations générales sur [l'alliance WNCB et les objectifs du programme](#). Elle a souligné que le développement des compétences et la formation professionnelle sont des éléments clés du programme TPAE. Au niveau local, le programme s'efforce de mobiliser toutes les parties prenantes autour de la norme selon laquelle aucun enfant ne travaille et qu'ils ont la possibilité d'aller à l'école ou d'accéder à une formation professionnelle. Le programme continue d'insister sur le fait que les gouvernements sont les premiers responsables de l'offre d'une éducation et d'une formation professionnelle de qualité pour les jeunes. Toutefois, les entreprises et le secteur privé en général ont également un rôle important à jouer et peuvent offrir des possibilités d'apprentissage pour préparer les jeunes à un travail décent, tout en respectant la convention 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi.

Elle rappelle que [l'appel à l'action 2022 de Durban](#), adopté lors de la conférence mondiale sur le travail des enfants, comprend une recommandation sur le développement des compétences et la formation professionnelle, ainsi que sur des apprentissages de qualité, en particulier dans les zones rurales. Il est très important de mettre l'accent sur les zones rurales, car c'est là que se produit la majeure partie du travail des enfants et que l'infrastructure éducative est moins développée. Elle a noté que le programme TPAE s'aligne également sur les [objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 8.7](#) qui appelle à l'élimination de toutes les formes de travail des enfants, mais il est clair que cet objectif ne peut être atteint si une éducation et une formation professionnelle de qualité ne sont pas disponibles. L'examen à mi-parcours de TPAE en 2022 a également recommandé que la formation professionnelle et l'acquisition de compétences soient davantage adaptées au marché afin d'offrir de meilleures perspectives d'emploi aux jeunes. Elle a également recommandé que le programme s'efforce de convaincre le secteur privé d'accroître l'offre d'apprentissages et de placements professionnels. Enfin, la récente [recommandation 2023 de l'OIT sur les apprentissages de qualité](#) est un document de référence important, qui stipule clairement que les apprentissages devraient être une voie d'apprentissage supervisée par des personnes qualifiées et compétentes. En conclusion, Sophie a apprécié cette initiative de l'équipe du GTE. Elle attend avec impatience la discussion et espère que les enseignements tirés du webinaire pourront être repris et mis en œuvre dans les programmes nationaux.

Actions nationales en faveur de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'acquisition de compétences : présentation de la cartographie.

Julee Bayiga, membre du GTE de Save the Children (NL), a présenté les principales conclusions de l'exercice de cartographie du GTE sur la formation professionnelle et les compétences, qui a été entrepris au début de l'année 2023 dans les six pays TPAE. Le GTE a examiné différentes sources au niveau national et a compilé un rapport qui identifie des

pratiques intéressantes. Certains pays organisent des formations aux compétences adaptées au marché, une question également mise en exergue dans l'examen à mi-parcours du TPAE. L'Inde et l'Ouganda ont effectué des recherches sur les marchés du travail avant de lancer leurs programmes de développement des compétences. Une autre question importante était de savoir comment développer les compétences d'employabilité pour s'assurer que les jeunes réussissent à entrer sur le marché du travail. La formation professionnelle a été complétée par une formation en l'entrepreneuriat et, dans certains pays, un mentorat post-formation et des liens avec d'autres services destinés aux jeunes ont également été mis en place.

La formation aux aptitudes à la vie quotidienne a également été intégrée dans certains programmes de formation. L'objectif était de renforcer la confiance des jeunes, hommes et femmes. Certains pays ont également étendu ces programmes aux familles et à la communauté au sens large, afin de lutter contre le travail des enfants. L'autre constatation est que les programmes nationaux, par exemple en Afrique de l'Ouest, se sont engagés avec le secteur privé de deux manières principales : a) pour promouvoir l'offre d'apprentissages et b) pour fournir une formation et des informations sur les droits de l'enfant et les principes régissant les entreprises. Le dernier domaine identifié est la fourniture de services financiers aux jeunes, tels que des associations volontaires de prêt et d'épargne pour constituer des actifs financiers.

Trudy a expliqué que la cartographie avait été partagée avec les responsables nationaux et les points focaux sur l'éducation. Elle a également mentionné que dans l'évaluation à mi-parcours, les évaluateurs avaient souligné l'importance de garantir une formation professionnelle adaptée au marché. C'est Save the Children India qui a le plus d'expérience dans l'utilisation des évaluations de marché, mais pour des raisons indépendantes de sa volonté, elle n'a malheureusement pas été en mesure de participer au webinaire et de partager son expérience.

Session 2 : Pratiques intéressantes :

Aider les jeunes à acquérir des compétences professionnelles et à trouver un emploi décent (indépendant) : *priorité à l'acquisition de compétences et à la formation*

Ouganda : de la formation professionnelle formelle à la formation professionnelle informelle dans les zones rurales, Richard Kidega, Environmental Women in Action for Development (EWAD)

Formation locale pour garantir la pertinence et l'inclusion

À Busia, EWAD a d'abord aidé les jeunes à assister aux instituts de formation professionnelle, mais il a ensuite été décidé qu'il valait mieux offrir une formation au niveau de la communauté. La raison était d'assurer une formation pertinente au niveau local. Les jeunes eux-mêmes sont impliqués dans la sélection des cours à offrir. La formation porte sur des compétences commercialisables au sein de la communauté (coiffure, couture, menuiserie et mécanique moto, par exemple). Cette méthode est également plus rentable, car le projet peut faire appel à des formateurs locaux qualifiés et former beaucoup plus de jeunes. En outre, les programmes de formation locaux sont plus inclusifs sur le plan culturel et social. Les jeunes mères peuvent y participer, car le projet peut assurer la garde des enfants pendant les heures de formation. Dans les formations institutionnelles, le taux d'abandon est élevé, mais avec la formation communautaire, davantage de personnes s'inscrivent et le taux d'obtention du diplôme est plus élevé. Par exemple, dans la dernière cohorte, 71 étudiants étaient inscrits et 58 ont obtenu leur diplôme, ce qui représente un taux de réussite de 75 %. Les formateurs et les mentors, les connaissances et l'expertise se trouvent tous au sein de la communauté et restent accessibles.

Des centres de motivation pour réhabiliter les enfants travailleurs avant la formation professionnelle

Le groupe cible est constitué d'enfants âgés de 15 à 17 ans. Les enfants ont été retirés des mines et s'ils ne veulent pas entrer dans l'enseignement formel, ils se voient offrir une alternative de formation professionnelle. Avant de s'inscrire à la formation, les enfants sont encadrés par un mentor dans le centre de motivation, qui agit également comme une forme de réhabilitation et de soutien psychosocial.

Le rôle des mobilisateurs communautaires

Le projet s'appuie également sur les mobilisateurs communautaires, qui agissent en tant que champions, effectuent des visites dans les foyers et identifient les enfants vulnérables. Le gouvernement local est impliqué dans le suivi et a été invité au centre de formation en vue d'une durabilité à long terme. Lors d'une récente visite, les représentants du gouvernement local se sont engagés à travailler avec EWAD sur les programmes de formation professionnelle.

Soutien post-formation

La première cohorte de stagiaires a également été formée aux compétences de l'entrepreneuriat et a mis en place différents groupes professionnels, notamment pour la confection et la fabrication de vêtements, la coiffure et la restauration. Le centre de fabrication de savon liquide a été certifié par le Bureau des normes de l'Ouganda, de sorte qu'il peut désormais fonctionner commercialement. Au total, 147 jeunes ont obtenu leur diplôme et utilisent leurs nouvelles compétences. Dix d'entre eux sont devenus formateurs/formatrices. Certains jeunes ont quitté la communauté pour créer leur propre entreprise dans les villes, y compris dans la capitale, Kampala. Il s'agit donc d'un modèle durable qui pourrait également être étendu au niveau national.

Caroline Adio, Save the Children, Ouganda

La participation de la communauté à chaque étape

Caroline a exposé la décision prise à la suite de l'examen à mi-parcours de passer à une approche par zone dans la région de Karamoja, afin que la formation professionnelle et les compétences soient plus accessibles, qu'elles intègrent les questions de genre et d'invalidité et qu'elles permettent la participation de la communauté. La communauté est impliquée dans l'identification des entreprises, la sélection des jeunes, les types de formation et le lieu où elle doit se dérouler. Les mobilisateurs communautaires sont utilisés car ils parlent la langue locale, ce qui est très important. Il s'agit d'un système plus rentable, et les jeunes qui ont été formés dans les cohortes précédentes agissent maintenant comme des formateurs/formatrices de pair à pair qui apportent leur soutien. La participation d'un grand nombre de parties prenantes, y compris les parents, les conjoints ou partenaires, les autorités locales et les chefs coutumiers, est importante pour assurer la durabilité.

De meilleures opportunités commerciales conduisant à des emplois durables

Cette méthode offre davantage d'opportunités aux jeunes et est mieux liée aux possibilités d'emploi sur le marché, y compris au sein du gouvernement. Il est difficile de répondre à l'ensemble de la demande en raison des ressources limitées et de trouver suffisamment d'artisans locaux accrédités. Le gouvernement local a fourni une certaine assistance. Les fonctionnaires du district et du département sont impliqués dans le contrôle et le suivi afin de s'assurer que la formation est bien mise en œuvre. Les artisans locaux ont un nombre stipulé d'heures de contact par semaine, ils signent les feuilles de présence et les apprenants font de même. Le programme TPAE effectue également un suivi en collaboration avec les responsables du district. L'objectif est que la formation mène à un emploi durable. Auparavant, le programme ne pouvait toucher que 80 jeunes à la fois, mais cette année, il y a 140 jeunes (96 filles) et il y a beaucoup plus de filles que l'année dernière.

Jordanie : développer les compétences des jeunes en matière d'employabilité, Mohammad AlSaeed, Save the Children, Jordanie (SCJ)

Soutenir l'accès à la formation professionnelle des jeunes issus de ménages défavorisés

Le programme TPAE propose des formations professionnelles et des formations aux compétences de la vie dans la communauté d'accueil et dans les camps de réfugiés, en particulier le camp de réfugiés de Za'atari. Une évaluation de la gestion des cas permet de sélectionner les ménages et les jeunes, et un plan de prise en charge est établi par la personne responsable pour orienter les jeunes vers un soutien financier. Par exemple, dans le camp de Za'atari, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) fournit une formation certifiée et le programme coopère également avec le Conseil danois pour les réfugiés, le HCR et ONU Femmes. Le SCJ soutient également la formation professionnelle et les compétences de la vie et fournit des kits de démarrage basés sur les besoins du marché du travail. En 2022, le SCJ a soutenu 70 ménages à Amman et dans le camp de Za'atari, dans les domaines des soins de beauté et de la couture.

Faciliter la participation des jeunes femmes à la formation professionnelle

Il était difficile pour les jeunes mères de suivre une formation à temps plein en raison des responsabilités liées à la garde des enfants et des difficultés de transport. La formation est donc désormais dispensée localement, avec des horaires plus flexibles et une aide au transport. Le SCJ a également tenté d'adresser les normes sociales qui limitent les femmes, en effectuant des visites à domicile et en organisant des réunions pour expliquer les avantages de l'entrée des femmes sur le marché du travail.

Connecter les jeunes au marché de l'emploi

Faris Momani, chargé des moyens de subsistance au SCJ, a expliqué comment le SCJ développe une plateforme électronique pour les demandeurs d'emploi. Cette plateforme met en relation les diplômés de formations professionnelles dans des domaines tels que la plomberie et l'électricité avec les propriétaires et les entreprises afin qu'ils puissent trouver du travail en free-lance. Il est difficile de trouver un emploi à temps plein car le taux de chômage est élevé en Jordanie. L'application s'appelle MOFEED et est conçue comme un marché en ligne pour aider les jeunes qualifiés issus de foyers marginalisés à trouver des mandats de travail. L'application est actuellement en phase

d'intégration. En un seul mois, elle a reçu 800 candidats. L'application sera lancée dans le premier trimestre de 2024 et le plan initial est d'intégrer 150 jeunes d'ici la fin de l'année 2024.

Viet Nam : les compétences de la vie dans le programme scolaire, Nam Pham Do Save the Children, Viet Nam (SCV)

Aider les élèves issus de familles défavorisées à accéder aux écoles de formation professionnelle et à y réussir

Le programme TPAE au Viêt Nam propose une formation professionnelle et une formation aux compétences de la vie aux étudiants défavorisés afin d'éviter l'abandon scolaire et de leur permettre d'accéder à des emplois décentes. SCV fournit également des kits d'outils pour les jeunes et dispose d'une unité de conseil et d'orientation professionnelle.

Créer un environnement d'apprentissage adapté aux enfants dans les écoles de formation professionnelle

Des groupes d'étudiants sont formés pour encourager les étudiants à s'exprimer dans le processus éducatif. Il existe également des programmes de formation des enseignants sur le développement d'un environnement d'apprentissage de qualité, axé sur la discipline positive, la sensibilité au genre et l'inclusion.

Formation sur les compétences d'employabilité pour les jeunes

SCV a développé une boîte à outils ou un manuel de compétences d'employabilité qui a été adapté au contexte vietnamien et introduit dans le programme d'études. Des formateurs ont été formés à l'utilisation du manuel dans les zones cibles et il a été testé auprès d'un groupe d'étudiants. L'objectif est d'introduire le programme dans les 16 écoles ciblées d'ici la fin du programme TPAE. Le programme couvre des questions telles que la recherche d'emploi, la préparation aux entretiens d'embauche et les compétences en matière de communication.

Les élèves issus de familles défavorisées reçoivent des kits d'outils et d'autres équipements.

SCV a mené une enquête et a constaté que la fourniture de kits d'outils permettait non seulement aux étudiants de surmonter les contraintes pratiques, mais aussi d'accroître leur confiance en eux en classe. Les familles ont également bénéficié du fait que les étudiants de dernière année ont pu utiliser le kit pour effectuer des travaux en free-lance et générer des revenus supplémentaires.

Impact positif sur les enseignants et les responsables des écoles de formation professionnelle

SCV a constaté que le programme a eu un impact positif sur les enseignants et la direction de l'école, qui sont désormais plus attentifs aux besoins des élèves et sont devenus plus proactifs dans la recherche d'entreprises susceptibles de fournir des bourses et du matériel.

Durabilité à long terme

Le programme a soutenu une centaine d'étudiants défavorisés, dont 40 filles, depuis son lancement en 2020. Les écoles de formation professionnelle ont désormais intégré le programme dans leurs plans annuels et cherchent activement à développer et à diversifier le parrainage. Toutefois, le taux d'abandon reste assez élevé, en particulier pour les familles de migrants qui changent fréquemment de lieu de résidence. Le modèle a prouvé sa valeur, mais il est encore nécessaire de renforcer le programme de formation à l'employabilité, d'assurer un soutien aux familles des étudiants et d'améliorer la qualité du soutien psychosocial et des méthodes d'enseignement participatives grâce à la formation continue des enseignants.

Groupes de discussion

Petit groupe 1 : comment assurer une formation de qualité ? (En/Fr) Modératrice : Dominique Marlet (Internationale de l'Education) Rapporteuse : Julee Bayiga (SC NL)

Dominique Marlet a introduit la session en décrivant le travail de l'IE dans le cadre de la Coalition 'Halte au travail des enfants', ainsi que sa coopération en Côte d'Ivoire, au Mali, en Inde et en Ouganda. Pour l'IE, la qualité se compose de trois facteurs principaux : la qualité des enseignants, leur formation et leur statut ; la qualité du programme, de la pédagogie et du matériel ; et la qualité de l'environnement d'apprentissage (l'infrastructure, la sécurité, l'équipement et la proximité).

Les expériences de la Jordanie :

Contrôle de la qualité par le biais d'une gestion individuelle des dossiers et d'enquêtes de satisfaction

L'UNICEF gère un système de gestion des cas dans le cadre duquel les enfants travailleurs vulnérables et leurs familles sont identifiés et les jeunes de la famille qui sont intéressés peuvent accéder à une formation professionnelle. Dans le cadre du programme TPAE, l'UNICEF a orienté 60 jeunes vers le [Luminus Technical University College](#), où ils ont reçu une formation avec une bourse d'études de six mois débouchant sur une qualification certifiée. Une trentaine d'enfants

travailleurs âgés de 16 à 18 ans ont été orientés vers des centres de formation professionnelle gouvernementaux et des ressources nationales ont été mobilisées pour payer leurs frais de scolarité. Afin de garantir des taux de rétention élevés, les responsables de dossiers de l'UNICEF effectuent des visites à domicile et, le cas échéant, apportent un soutien pratique, notamment en ce qui concerne les frais de transport. L'unité d'évaluation de l'UNICEF réalise également des enquêtes de satisfaction auprès des étudiants, qui constituent une sorte d'enquête d'assurance qualité.

Ouvrir la voie au changement : Les filles décident de la formation et du soutien dont elles ont besoin

Avec le soutien d'une autre subvention, pas le programme TPAAE, le SCJ a développé un projet basé sur l'initiative pour les filles âgées de 10 à 19 ans. Les filles dirigent le processus de prise de décision et suggèrent des idées de formation, par exemple sur l'éthique et les entreprises, ou des activités pratiques telles que la réalisation de leur propre analyse du marché du travail dans le camp de Za'atari dans les différents secteurs pour voir quelles compétences pourraient être utiles.

Côte d'Ivoire : Assurer des conditions de travail de qualité aux enseignants des instituts de formation de l'Etat

Les [instituts de formation et d'éducation des femmes](#) (IFEFs) sont placés sous l'autorité du ministère de la famille, de la femme et de l'enfant. Il existe environ 130 instituts dans tout le pays. La qualité de l'enseignement est assurée avec le soutien du syndicat de l'éducation, le SYNADEEPCI. Tous les enseignants des instituts sont des enseignants permanents, avec un statut d'employé public. Les IFEF s'adressent aux filles et aux jeunes femmes qui n'ont pas bénéficié d'une éducation de base. Elles reçoivent des cours d'alphabétisation et de calcul ainsi qu'une formation professionnelle dans des domaines tels que la confection, l'informatique, la restauration et les soins d'adultes et d'enfants.

L'expérience de l'Ouganda

Les méthodes d'assurance qualité à plusieurs volets d'EWAD

Garantir la qualité des formateurs

La qualité de la formation est une question primordiale. Il incombe aux partenaires locaux de mise en œuvre de TPAAE et aux formateurs d'assurer le contrôle de la qualité. Il est important de procéder à une évaluation approfondie lors du recrutement des formateurs. Les formateurs doivent être qualifiés sur le plan technique et capables de transmettre des compétences pratiques. L'engagement est un autre aspect qui est évalué pour s'assurer que le formateur respecte les horaires de travail.

Contrôle régulier de la qualité de la formation par des vérifications de l'assiduité, des résultats de la formation et des examens du plan de travail.

Comme la formation est basée sur la communauté et ne fait pas partie d'un programme gouvernemental, l'EWAD la suit de près en vérifiant l'assiduité, l'acquisition quotidienne des compétences et les plans de travail. Un modèle de suivi est utilisé pour vérifier la qualité de la formation. Le suivi doit être effectué régulièrement afin que les problèmes puissent être détectés rapidement. La [direction gouvernementale de la formation industrielle](#) effectue des visites occasionnelles, mais pas de manière aussi régulière qu'il le faudrait.

Des matériaux de qualité et un environnement sûr sont garantis grâce à des partenariats et à l'engagement de la police locale et des dirigeants.

Les ressources disponibles étant limitées, une approche de partenariat a été développée, par exemple pour partager l'équipement disponible dans le cadre d'autres projets similaires. Il est également important de veiller à ce que le bâtiment où se déroule la formation soit situé dans un endroit central et que la police et les élus locaux soient informés et contribuent à garantir la sécurité du bâtiment.

Consultations avec les jeunes bénéficiaires car ils savent vraiment ce dont ils ont besoin

Les jeunes sont encouragés à s'exprimer et à dire quelles compétences ils veulent acquérir, car ce sont eux qui savent le mieux ce qui sera pertinent et les aidera à trouver un emploi par la suite. Ils sont également interrogés sur les défis auxquels ils sont confrontés et sur ce qu'ils doivent encore apprendre avant la fin de la formation. Il est important de toujours garder à l'esprit le point de vue des jeunes.

Certification par la direction gouvernementale de la formation industrielle pour l'assurance qualité

Cet organisme national évalue les compétences de chaque jeune et peut délivrer des certificats de la même manière que pour un jeune ayant suivi une formation formelle. La plupart des jeunes participant aux programmes communautaires ont abandonné l'éducation formelle, de sorte que leur niveau d'alphabétisation peut être faible, mais leurs compétences pratiques peuvent être certifiées et ils peuvent recevoir un certificat reconnu au niveau national.

L'orientation professionnelle avant la formation et l'exposition à des modèles de réussite

Nascent, à Moroto, Karamoja, n'envoie pas immédiatement ses bénéficiaires en formation. Il est important d'apprendre à connaître les étudiants, de s'assurer qu'ils sont réellement motivés et qu'ils sont bien informés du type de compétences qu'ils vont acquérir dans le cadre de la formation et de savoir si leur intérêt correspond ou non à ces compétences. Il est également important qu'ils soient conscients du temps qu'ils devront consacrer à la formation et à l'après-formation s'ils veulent créer une entreprise prospère. Ainsi, lorsqu'un jeune entreprend une formation, il est en bonne position pour exceller et peut également inspirer les autres. Pendant la formation, il est utile de présenter aux élèves d'autres jeunes qui ont réussi dans leur métier et qui peuvent leur servir de modèles.

Importance du soutien des parents et les conjoints ou partenaires

Il est essentiel que les parents et les conjoints ou partenaires soutiennent la décision du jeune de participer à la formation afin qu'ils puissent aider à conseiller l'étudiant et éventuellement fournir un financement pour démarrer ou développer l'entreprise lorsqu'il ou elle aura terminé la formation. Au cours du processus de sélection, il est donc important de rencontrer les parents, les conjoints ou partenaires ou les tuteurs de leur offrir des conseils.

Côte d'Ivoire : Partenariat avec la Chambre Nationale des Métiers

SCCI travaille en partenariat avec la [Chambre nationale des métiers](#) (CNMCI) pour que les jeunes, principalement issus des zones rurales, qui ont quitté l'école prématurément ou ne sont pas allés à l'école, reçoivent des cours d'alphabétisation de base et une formation aux aptitudes à la vie quotidienne, ainsi que la possibilité de recevoir une formation professionnelle, comme la coiffure ou la confection de vêtements. Ces programmes durent normalement jusqu'à deux ans, ce qui pose le problème de la rétention des étudiants. Les programmes de formation doivent être attrayants et leur durée doit être adaptée aux possibilités des ressources du projet et à la situation des étudiants. Les jeunes ont besoin de conseils et de soutien pour pouvoir choisir le métier qui leur convient, et le maître artisan doit également fournir un environnement d'apprentissage bien structuré. En outre, les visites à domicile pour s'assurer du soutien des parents et les conjoints ou partenaires sont également importantes.

Mali : Apprentissage communautaire de qualité

Comme en Ouganda, l'alliance TPAE au Mali propose une formation professionnelle au niveau communautaire, là où le besoin s'en fait le plus sentir. Les enfants et les jeunes qui reçoivent une formation ont été retirés du travail des enfants dans les mines et ils sont placés en apprentissage auprès de maîtres artisans dans 11 métiers différents. Chaque apprenti choisit le métier qui l'intéresse. Les maîtres artisans reçoivent également une formation de la chambre des métiers ou de la chambre d'agriculture de la région. Les jeunes sont motivés pour suivre leur formation parce qu'ils ont eux-mêmes choisi le métier qui les intéresse et parce qu'ils ont la possibilité de contribuer au développement de leur communauté locale et de gagner leur vie. Certains jeunes sont maintenant en mesure de former le prochain groupe d'apprentis et contribuent ainsi à l'éradication du travail des enfants. Les jeunes reçoivent une accréditation professionnelle de l'État et peuvent donc travailler dans tout le pays.

L'accent est mis sur les filles et les jeunes femmes afin qu'elles acquièrent les compétences nécessaires pour créer leur propre entreprise.

SCM a créé des centres d'alphabétisation pour les filles et les jeunes femmes, âgées de 13 à 20 ans, qui ont quitté l'école prématurément ou n'ont jamais été scolarisées. Elles y apprennent les rudiments de la lecture, de l'écriture et du calcul afin de pouvoir gérer leur propre entreprise au sein de la communauté. Le programme de formation est dispensé par des institutions publiques (les Centres pédagogiques (CAP)) sous la supervision de l'Académie de l'enseignement. Les compétences des étudiants sont également certifiées par ces institutions publiques.

Une éducation de base de qualité et un soutien complet aux programmes générateurs de revenus des ménages afin de garantir le maintien des enfants à l'école

Le SNEC (Syndicat national de l'enseignement et de la culture) du Mali a mis l'accent sur la qualité de l'éducation dans les écoles en garantissant des méthodes d'apprentissage actif, ou la méthode d'apprentissage séquentiel des compétences. De cette manière, l'éducation devient plus attrayante et les enfants sont responsabilisés et guidés dès leur plus jeune âge pour envisager des perspectives d'emploi futures. La SNEC a mené des actions de plaidoyer pour que les enseignants communautaires bénéficient désormais d'un statut permanent d'employés de l'État. La SNEC s'est également engagée avec des entreprises locales dans les zones cibles de TPAE pour soutenir des projets locaux générateurs de revenus, en particulier pour les jeunes et les femmes, afin d'aider les familles maintenir les enfants à l'école.

Des partenariats multi-agences pour une formation professionnelle de qualité

Au Mali, l'UNICEF a conclu un partenariat avec l'OIT dans le cadre d'un programme destiné aux jeunes de 15 à 17 ans qui ont été retirés du marché du travail mais ne souhaitent pas retourner à l'école. Ils sont inscrits à un cours de gestion d'entreprise et de formation professionnelle. Il est important qu'ils soient ensuite aidés à créer une petite entreprise au sein de leur communauté locale afin que d'autres jeunes puissent voir qu'ils ont réussi et qu'ils soient à leur tour motivés pour suivre la formation.

Groupe 2 : Comment assurer la pertinence de la formation professionnelle ? Modératrice : Juliet Wajega (Hivos, Ouganda) ; Rapporteur : Sam Grumiau (Internationale de l'éducation)

Juliet Wajega a introduit la session en soulignant l'importance de veiller à ce que la formation professionnelle, qu'elle soit dispensée dans des instituts de formation formels ou dans le cadre d'une formation communautaire informelle, réponde aux besoins de la communauté locale et puisse déboucher sur des emplois décents ou des opportunités commerciales viables.

Expériences en Ouganda :

La pertinence de l'approche communautaire

EWAD travaille dans les zones rurales de Karamoja et a d'abord essayé d'utiliser les instituts de formation professionnelle du gouvernement pour les jeunes sélectionnés comme bénéficiaires. Cependant, de nombreux instituts de formation professionnelle sont mal équipés et ne disposent pas des machines et outils de base pour former les étudiants. En outre, il existe très peu d'industries locales susceptibles d'employer les diplômés. Les instituts sont également éloignés du domicile des étudiants et, en raison des difficultés de transport, de nombreux étudiants abandonnent leurs études.

Il a donc été décidé de mettre en place des programmes de formation professionnelle au sein de la communauté, avec des artisans locaux comme formateurs et mentors pour former les jeunes à la création de petites entreprises en vue d'un emploi autonome. Cette formation présente de nombreux avantages et a attiré beaucoup plus de bénéficiaires potentiels, y compris des jeunes mères, ce qui n'était pas le cas dans les institutions gouvernementales. Même pendant la formation, les jeunes peuvent générer des revenus en utilisant leurs nouvelles compétences, comme la coiffure ou la menuiserie. Les ateliers servent de centre de production, par exemple pour la fabrication d'uniformes scolaires.

Il faut également veiller à l'équilibre entre l'offre et la demande. Pour la première cohorte, ce n'est pas un problème, mais si de plus en plus de coiffeurs sont formés, cela devient un problème car le marché peut devenir sursollicité. Dans certains cas, le problème est résolu parce que les jeunes qualifiés décident de quitter les villages pour s'installer dans les villes, telles que Busia, Tororo, Jinja ou la capitale, Kampala.

L'importance des consultations des bénéficiaires pour évaluer le marché du travail

L'évaluation du marché a été réalisée par les bénéficiaires locaux eux-mêmes. EWAD a travaillé avec les mobilisateurs communautaires pour identifier les bénéficiaires potentiels parmi les jeunes qui n'étaient pas scolarisés ou qui avaient été retirés des mines. Ils ont ensuite été orientés vers les centres de motivation, où des conseillers leur ont apporté un soutien psychosocial et une formation aux aptitudes à la vie quotidienne, et ont discuté avec eux des compétences qui leur seraient utiles. Par exemple, les jeunes eux-mêmes ont suggéré d'offrir une formation de mécanicien réparateur de motos, car il y avait une pénurie de mécaniciens qualifiés.

Une série de lignes directrices simples pour évaluer les opportunités de marché

NASCENT, à Karamoja, utilise un ensemble de lignes directrices simples pour évaluer les opportunités du marché. Tout d'abord, la zone géographique est définie, par exemple le district, puis les possibilités d'emploi ou d'auto-emploi sont identifiées en consultant les étudiants, les formateurs et la communauté. C'est principalement la communauté locale qui peut identifier les lacunes commerciales. Nascent a demandé aux parties prenantes de réfléchir aux produits et services qui pourraient contribuer à générer des revenus. Enfin, les autorités locales, en particulier le département de la production du district, les fournisseurs et les clients potentiels sont interrogés pour vérifier quels produits se vendraient et à quel prix, ou quels services seraient requis, par exemple, par les hôtels ou dans le secteur des transports.

Évaluer les opportunités de marché pour un produit particulier

À Karamoja, le sous-groupe de production de champignons a été créé après que les bénéficiaires potentiels ont interrogé les hôtels locaux pour savoir s'ils seraient intéressés par l'achat de leurs produits et à quel prix. De cette manière, le sous-groupe s'est assuré que l'entreprise était commercialement viable avant de commencer la production.

À la suite de discussions avec la communauté locale, un groupe de subsistance a mis en place un moulin à céréales. De nombreux ménages dépendent du travail des enfants de la famille, en particulier des filles, pour moudre les céréales tous les jours. Le moulin a libéré du temps pour les femmes et les filles et a permis à ces dernières d'aller à l'école.

Expériences en Jordanie :

Importance des formations certifiantes accréditées

En Jordanie, avec le soutien d'une autre subvention, pas le programme TPAAE, le SCJ présente aux jeunes bénéficiaires les différentes options offertes par les instituts de formation officiels du gouvernement, qui proposent des cours sanctionnés par un certificat d'une durée d'un ou deux ans. Il est assez difficile de modifier les cours proposés par ces instituts gouvernementaux, mais ils ont récemment adopté une approche plus axée sur le marché afin d'identifier les besoins futurs en matière de main-d'œuvre. Dans le secteur privé, seules certaines entreprises sont autorisées à délivrer un certificat de formation accrédité. Elles peuvent faire preuve d'une plus grande souplesse dans l'adaptation des cours aux besoins du marché ou des étudiants, mais les cours ne débouchent pas sur un certificat accrédité.

Soutien complet aux ménages sur la base d'une analyse du marché, tandis que les jeunes suivent une formation professionnelle

Pour les jeunes âgés de 16 à 24 ans, l'option préférée est de suivre une formation professionnelle formelle, mais comme les programmes durent un ou deux ans, il est important d'apporter en même temps un soutien financier aux familles, qui dépendent généralement du travail des jeunes pour compléter le revenu familial. Ce soutien peut prendre la forme d'une aide financière directe ou d'une autre option plus durable consistant à aider les membres adultes de la famille, en particulier les femmes, à créer leur propre petite entreprise en leur apportant un soutien financier et une formation au démarrage. SCJ a pu utiliser les résultats d'une analyse de marché dans le camp de Za'atari réalisée par une autre organisation pour se guider lors de la discussion sur les types de petites entreprises qui pourraient être créées.

Réaliser des études de marché avant d'ouvrir des établissements préscolaires dans les camps de réfugiés

SCJ travaille également sur des programmes d'éducation de la petite enfance dans les camps de réfugiés et a adopté une approche d'analyse des besoins par le biais de discussions de groupe, avec des parents et des jeunes intéressés par le métier d'enseignant dans les écoles maternelles. Elle a également organisé des réunions avec le secteur privé et le ministère de l'éducation, puis a élaboré un plan d'entreprise, notamment sur les lieux d'implantation des nouvelles structures préscolaires et sur les besoins en matière de formation des enseignants. 80 jeunes ont maintenant reçu une formation d'éducateur préscolaire.

Expériences en Côte d'Ivoire :

Difficultés d'accès à la formation professionnelle formelle

Actuellement, dans la plupart des contextes africains, deux problèmes principaux rendent difficile l'accès des jeunes à la formation professionnelle formelle. Premièrement, il faut un certain niveau d'éducation de base, comme un certificat de fin d'études primaires, et deuxièmement, les instituts ne ciblent pas les zones rurales et sont souvent éloignés des jeunes dans les zones rurales, où la plupart des enfants travaillent dans les fermes et les plantations. Il est donc nécessaire de mener des actions de plaidoyer auprès du secteur privé national et des donateurs internationaux, tels que la Banque africaine de développement ou la Banque mondiale, afin d'améliorer la qualité de la formation professionnelle et de la rendre accessible à tous les jeunes, y compris dans les zones rurales, et quel que soit leur niveau d'éducation.

Sam Grumiau et Julee Bayiga ont présenté de brefs rapports sur les discussions des groupes de discussion et Trudy Kerperien a clôturé la réunion pour la journée.

10 octobre 2023

Bienvenue et introduction

Trudy Kerperien souhaite la bienvenue aux participants à la deuxième journée du webinaire. Elle explique que les discussions de ce deuxième webinaire porteront tout d'abord sur l'engagement du secteur de l'éducation auprès du secteur privé, en plaidant pour des parcours de formation professionnelle décent, et ensuite sur la manière d'assurer la durabilité des différents programmes de formation professionnelle. Elle a souhaité la bienvenue à Amanda Brown, secrétaire générale adjointe du Syndicat national de l'éducation au Royaume-Uni, membre du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) depuis 2017 et porte-parole du groupe des travailleurs lors de la conférence de l'OIT de 2023 pour l'élaboration de la recommandation sur les apprentissages de qualité récemment adoptée.

Session 1 : Vue d'ensemble de la Recommandation de l'OIT sur les apprentissages de qualité Amanda Brown

Amanda a exprimé sa gratitude pour avoir eu l'opportunité de partager le travail sur la Recommandation de l'OIT et son intérêt pour les exemples d'études nationales. Elle a expliqué que l'OIT est l'agence spécialisée des Nations unies dont le mandat est de promouvoir la justice sociale en améliorant la vie professionnelle des gens. Elle rassemble presque tous les gouvernements membres des Nations unies ainsi que des représentants des employeurs et des travailleurs. Les trois groupes cherchent à travailler ensemble dans le cadre de leur mandat et négocient pour élaborer des conventions et des recommandations. La [recommandation 208 de l'OIT sur les apprentissages de qualité](#) a été adoptée en juin 2023. La recommandation a été négociée sur une période de deux ans, ce qui a permis de mettre l'accent sur l'importance de l'apprentissage comme voie d'accès à l'emploi décent et sur la nécessité de garantir la qualité de l'enseignement et des formateurs. La recommandation sert de guide aux gouvernements.

La recommandation préconise des systèmes d'apprentissage de grande qualité, dotés d'un cadre réglementaire clair et supervisés par un organisme public, avec la participation des employeurs et des travailleurs. Cela permet à l'expérience vécue des personnes impliquées dans les différentes professions de prendre part aux discussions et de construire un système de haute qualité. Les gouvernements sont également tenus de veiller au respect des droits fondamentaux et des normes de l'OIT, telles que les dispositions relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi. Les gouvernements ont un rôle clé à jouer dans l'offre de formation en matière de compétences de base ou de compétences professionnelles spécifiques. Si les apprentissages revêtent des significations différentes selon les contextes, l'objectif de la recommandation est d'ancrer une culture de l'apprentissage tout au long de la vie. Les apprentis s'adressent généralement, mais pas toujours, aux jeunes. Les gouvernements se sont également engagés à faciliter la transition du travail informel et des apprentissages informels vers le travail formel et les apprentissages formels. La recommandation envisage également des mesures actives de coopération régionale et internationale pour promouvoir des apprentissages de qualité. Une section spécifique définit les droits des apprentis, notamment l'importance d'un contrat écrit, d'une rémunération adéquate ou d'une autre compensation financière et d'horaires de travail précis. L'encadrement des apprentis par des professionnels qualifiés est considéré comme essentiel.

Les gouvernements ont convenu que ce texte représentait l'ambition mondiale en matière d'apprentissage et qu'il constituait une norme acceptée vers laquelle tout le monde devrait tendre. L'OIT examine actuellement comment soutenir les programmes nationaux et fournir une assistance. Amanda invite les participants à réfléchir à la manière dont ils peuvent utiliser la recommandation dans leur propre contexte. Elle espère qu'il sera possible de lancer des campagnes nationales de plaidoyer pour amener les apprentissages au niveau des normes de cette recommandation. En tant que syndicats, elle estime qu'il est important d'intégrer la voix des jeunes travailleurs et de travailler avec les ONG, la société civile et les prestataires de formation afin de partager les bonnes pratiques et de créer une dynamique au niveau local et national.

Trudy a remercié Amanda pour sa présentation très instructive et a réitéré l'appel à réfléchir à la manière dont la Recommandation peut être utilisée pour soutenir la défense des apprentissages de qualité au niveau national.

Session 2 : Pratiques intéressantes pour aider les jeunes à acquérir des compétences professionnelles et à passer à un emploi décent (autonome) : l'accent est mis sur l'engagement du secteur privé et l'assurance que les apprentissages comportent une composante de formation claire.

Côte d'Ivoire : collaboration avec le DAIP en matière d'apprentissage

Mme Apolline Bohoussou, de la [Direction de l'apprentissage et de l'insertion professionnelle](#) (DAIP), a présenté le travail de cette institution gouvernementale qui a été fondée en tant qu'organisme national en 2004. Sa mission générale est d'aider les jeunes à accéder à la formation professionnelle afin que leur avenir soit assuré par un emploi décent. La Direction propose deux types de formation : le système dual, dans lequel l'apprenti consacre 75 % de son temps à des travaux théoriques et 25 % à des travaux pratiques, et les programmes de certification d'une durée de six mois à un an, organisés en partenariat avec différentes entreprises privées ou autorités locales. Elle propose également différentes formes de soutien aux diplômés, telles que des placements d'emploi et des stages de validation. La Direction propose aux demandeurs d'emploi des formations sur les compétences non techniques ou sur la création de micro-entreprises et cherche à renforcer les partenariats entre le secteur privé et les différents instituts de formation professionnelle. La

Direction déploie dix unités mobiles de formation (UMF) et supervise trois ateliers de production et un centre de formation d'apprentis.

Partenariat public-privé pour coordonner et renforcer l'offre d'apprentissage

Dans le cadre d'un programme de réforme en cours (2016-2025), la direction fait office de bureau exécutif d'un comité de coordination sur l'apprentissage qui réunit des organismes publics et privés dans le but de renforcer l'offre d'apprentissage. La direction est chargée de renforcer l'offre de formation, par l'intermédiaire des unités mobiles, dans les régions traditionnellement mal desservies.

L'égalité entre les hommes et les femmes dans l'apprentissage de la formation industrielle

La direction contribue également au travail du [ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage \(METFPA\)](#) en ce qui concerne les "[écoles de la deuxième chance](#)" et les "[académies des talents](#)", en mettant l'accent sur le soutien aux filles et aux personnes en situation de handicap. Actuellement, les jeunes femmes bénéficient d'un accès préférentiel aux bourses d'apprentissage pour la formation industrielle. Au cours de l'année académique actuelle, le DAIP a soutenu 1443 jeunes avec des stages de formation en entreprise.

SORO GUISSONGUI, une jeune apprentie qui brise les stéréotypes de genre à l'École de la deuxième chance.

Soro est une Ivoirienne de 26 ans qui travaille aujourd'hui comme conductrice de machines lourdes. Avec l'aide du gouvernement, elle a pu intégrer un programme de formation à l'École de la deuxième chance, qui ne requiert qu'un certificat de fin d'études secondaires. Elle a ensuite pu trouver un emploi à la Société Ivoirienne de Véhicules et Engins. D'abord affectée aux poids lourds et à l'éclairage public, elle s'est rapidement distinguée et est aujourd'hui une opératrice de nacelle élévatrice hautement qualifiée. "Personnellement, je ne pense pas qu'il s'agisse d'un métier d'homme. C'est un métier qui a été simplement donné aux hommes et on a dit que c'était un métier d'homme. Mais ce travail peut convenir à tout le monde. Extrait du clip vidéo de LifeTV Côte d'Ivoire, 'Visages des Femmes', traduction André Dryansky

Mali : collaboration avec la chambre des métiers

Modibo Coulibaly, coordinateur du WNCB à Bougouni, Sikasso, a expliqué qu'au Mali, les apprentissages sont traditionnellement basés sur les liens familiaux avec des accords informels entre les parents et les maîtres artisans sans un cadre réglementaire clair. ENDA travaille avec la Chambre des métiers locale et les maîtres artisans de Bougouni pour développer des opportunités d'apprentissage réglementées. ENDA a d'abord signé un accord avec la Chambre des métiers. Ensuite, les maîtres artisans susceptibles de proposer des apprentissages ont reçu des informations sur le projet et sur les droits de l'enfant, tels que la convention de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi.

Importance d'un contrat d'apprentissage écrit

L'apprentissage est conclu sur la base d'un contrat écrit, qui précise la durée de la formation et les compétences à acquérir. L'apprentissage peut soit combiner des cours théoriques dans des établissements et une formation pratique (forme duale de l'apprentissage), soit être basé sur le lieu de travail et la formation se déroule en différentes étapes (forme modulaire). Le projet est basé sur des méthodes participatives. Ce sont les jeunes eux-mêmes qui peuvent choisir le métier qu'ils préfèrent.

Suivi sur la base d'un ensemble clair d'objectifs d'apprentissage

Afin de garantir une formation de qualité, il est important de s'assurer que le maître d'apprentissage est affilié à la chambre des métiers et que les maîtres d'apprentissage bénéficient d'une formation de sensibilisation à leur rôle et, le cas échéant, peuvent accéder à une formation continue pour mettre à jour à la fois leurs compétences professionnelles et leurs compétences en tant que formateur. Il est également important de veiller à ce que les parents et les conjoints ou les partenaires soutiennent l'apprentissage et contribuent au suivi des progrès. Les formateurs locaux d'ENDA effectuent des visites de contrôle régulières sur le lieu de travail et au domicile de l'apprenti, sur la base d'un ensemble clair d'objectifs d'apprentissage. Les autorités locales peuvent également jouer un rôle dans la durabilité du projet en incluant le programme dans leurs plans de développement local et en fournissant des ressources telles que des lieux de travail pour les jeunes une fois qu'ils ont terminé leur apprentissage et créé leur entreprise.

Inde : Programmes de formation professionnelle pour les jeunes

Manish Singh, de Manjari Sansthan (MS), Rajasthan, a expliqué le contexte et la planification du programme de formation professionnelle. L'exploitation minière est la principale source d'emploi dans la région, ce qui influe sur l'offre de programmes de formation professionnelle. Tout d'abord, MS a effectué une analyse de la chaîne d'approvisionnement dans la zone cible et a consulté les entreprises locales sur les besoins potentiels en matière de formation professionnelle. Ensuite, un protocole de référence et de suivi (MEAL) a été établi et les familles très vulnérables ayant besoin d'aide ont été identifiées. Enfin, les sources de revenus de la famille ont été analysées pour comprendre comment la formation professionnelle d'un jeune pouvait contribuer à fournir un revenu supplémentaire.

Soutien continu après l'achèvement de la formation professionnelle

D'après l'expérience de MS, il est important de poursuivre le soutien après l'achèvement de la formation professionnelle, soit en améliorant les compétences et en organisant des cours de perfectionnement, soit en apportant un soutien financier pour la création d'une entreprise, soit en soutenant le renforcement des institutions, par exemple sur la manière de créer une association pour discuter des problèmes opérationnels.

Amélioration des compétences en vue de l'obtention d'une licence

En raison de la prédominance de l'exploitation minière dans la région, il était difficile d'introduire de nouvelles activités. On s'est rendu compte que de nombreux jeunes travaillaient comme conducteurs ou opérateurs de train dans les mines, mais qu'ils n'avaient pas de qualifications formelles. MS a commencé à former les jeunes pour qu'ils obtiennent un permis de conduire ou une licence d'opérateur de machine. Le secteur privé a coopéré en fournissant un espace de formation et en accordant des congés aux travailleurs. Une fois que les conducteurs travaillent légalement, ils peuvent mieux négocier pour obtenir un travail décent.

En général, il est difficile de mettre en place une coopération avec le secteur privé. L'apprentissage n'est pas vraiment une option car toutes les entreprises locales opèrent en marge de la loi, comme les industries à domicile. MS a cherché à s'engager avec le secteur privé pour générer une plus grande demande de travailleurs qualifiés.

Kalam Ansari a expliqué que la Fakirana Sisters Society, Bihar, a organisé de nombreuses activités de formation pour les jeunes, en particulier pour les filles, dans la zone du projet. Le travail des enfants est courant dans la fabrication de briques, le roulage de bidis (cigarettes) et les travaux agricoles. La FSS a mis en place un centre de formation à l'informatique et de couture et a organisé de nombreux événements de mobilisation communautaire pour encourager les jeunes à s'inscrire à des formations, soit dans les locaux de la FSS, soit dans des instituts gouvernementaux. Grâce à des réunions communautaires ouvertes, la FSS a également sensibilisé les parents à l'importance de la formation professionnelle pour les jeunes. Au cours du projet, 275 jeunes ont reçu une formation en informatique et en couture et 195 d'entre eux (soit 70 %) ont trouvé un emploi décent. Toutefois, le problème demeure que de nombreux enfants et jeunes sont employés à des tâches dangereuses et que, de manière générale, les jeunes n'ont pas suffisamment d'opportunités d'emploi.

Groupes de discussion

Groupe 1 : Explorer plus en détail l'engagement du secteur privé (En/Fr) Modératrice Julee Bayiga, (Save the Children, NL), Rapporteur Soumahoro Gbato (UNICEF, Côte d'Ivoire)

Julee Bayiga a expliqué que l'objectif de la session était d'entendre comment les participants s'engageaient avec le secteur privé et quel était le rôle du secteur de l'éducation dans ce sens. Elle a demandé comment vous vous engagez avec les entreprises locales ou les commerçants pour développer plus d'apprentissages et de stages sur le terrain ?

Protocole avec la chambre régionale des métiers pour le programme d'apprentissage

Vincent Dembele, Save the Children, Mali, a complété la présentation précédente du Mali. Dans le cadre de l'approche communautaire du projet TPAE, GRADECOM a signé un protocole avec la Chambre régionale des métiers. La Chambre régionale des métiers a ensuite organisé des sessions de formation pour 30 maîtres artisans sur la manière de soutenir les jeunes par le biais de l'apprentissage. À la fin de la formation, ils ont reçu un certificat de maître formateur (MAF). Plus de 100 jeunes ont été placés en apprentissage dans 11 métiers différents pour une période allant de six mois à deux ans. Dans le cadre du protocole, la Chambre est également chargée d'assurer le suivi et l'évaluation des compétences des apprentis et d'aider ces derniers à créer leur entreprise à l'issue de leur formation. En outre, certains apprentis suivent, à l'issue de leur

formation, un cours de formation des formateurs afin qu'ils puissent créer leurs propres opportunités d'apprentissage et soutenir le développement local. Tous ces programmes sont également supervisés et soutenus par les autorités locales, telles que le maire ou le cercle local.

Cependant, la formation en elle-même n'est pas suffisante. Il est également nécessaire de fournir un soutien pratique par la suite, que ce soit de la part des autorités locales, des agences gouvernementales ou même des parents, les conjoints ou les partenaires afin que les jeunes puissent s'insérer sur le marché de l'emploi ou créer leur propre entreprise.

Partenariat avec le ministère du travail pour sensibiliser le secteur des entreprises informelles aux lois sur le travail des enfants.

En Jordanie, dans les zones ciblées par l'UNICEF, les principales activités économiques sont l'agriculture ou le recyclage, qui sont pour la plupart des secteurs non formels. L'UNICEF, le SCJ et le partenaire local ont signé un protocole d'accord avec le ministre du travail et les équipes de sensibilisation ont pu effectuer des visites d'inspection conjointement avec les inspecteurs du travail. Au lieu de leur imposer des amendes, les inspecteurs du travail ont envoyé une lettre au propriétaire de l'entreprise pour qu'il participe à des séances de sensibilisation au droit du travail, en mettant l'accent sur le travail des enfants.

Partenariat avec le Conseil national des employeurs sur la formation professionnelle et le travail des enfants

Au Mali, le programme de formation professionnelle des jeunes a été lancé avec l'appui du [Conseil National du Patronat](#) (CNPM). Les partenaires de TPAE ont organisé un atelier avec les membres du CNPM pour expliquer l'importance de la formation professionnelle des jeunes et solliciter leur collaboration pour la mise en œuvre du programme. À la suite de cet engagement initial, il a été possible d'organiser des ateliers avec le conseil régional des employeurs, dans la zone cible, afin d'expliquer les objectifs du programme et de les sensibiliser aux droits des enfants et les principes régissant les entreprises. Un plan d'action commun a été élaboré, précisant le rôle de chaque acteur et garantissant l'engagement des entreprises pendant et après le projet. Un autre atelier a ensuite été organisé avec 20 entreprises sélectionnées pour discuter de la manière de mettre fin au travail des enfants dans leurs chaînes d'approvisionnement et de signer un code de conduite pour le respect des droits de l'enfant.

Collaboration avec les associations industrielles et évaluation des besoins de base au niveau local

À Busia, en Ouganda, une stratégie clé consiste à collaborer avec les associations industrielles qui représentent les petites entreprises. Les programmes de formation professionnelle sont adaptés aux besoins des industries de la communauté locale. L'EWAD procède à une évaluation des besoins de base pour déterminer les compétences requises dans la communauté, afin que les diplômés puissent facilement trouver un emploi. Des cérémonies de remise des diplômes sont organisées pour célébrer les apprentis et pour que le secteur privé puisse enregistrer les bénéfices de la formation, à la fois en réduisant le travail des enfants et en renforçant les capacités des jeunes.

Plaidoyer auprès de la société coopérative des producteurs de cacao

En Côte d'Ivoire, l'alliance TPAE dans la région de Nawa a plaidé auprès de la Société Coopérative des Producteurs de Cacao et du [Conseil Café-Cacao](#) afin qu'ils contribuent au travail de promotion des droits de l'enfant dans les plantations et qu'ils soutiennent également la mise en place d'apprentissages pour les jeunes. Ce travail est prometteur même s'il n'a pas encore donné de résultats tangibles à ce jour.

Protocole d'accord avec l'agence gouvernementale pour l'emploi des jeunes

Save the Children en Côte d'Ivoire a développé un programme d'insertion professionnelle destiné aux jeunes déscolarisés dans différentes régions du pays. Les jeunes se voient proposer un programme de formation de quatre mois à l'issue duquel ils sont mieux équipés pour accéder à un apprentissage ou mettre en place une activité génératrice de revenus. Au début de l'année 2023, SC a signé un protocole d'accord avec l'Agence *emploi-jeunes* du gouvernement afin que les bénéficiaires des programmes de formation de SC puissent être enregistrés auprès de l'agence et accéder à leurs services, tels que l'apprentissage ou la micro-finance.

Comment s'assurer que l'apprentissage sur le lieu de travail est réellement une expérience d'apprentissage et que les instruments internationaux sont respectés ?

Ce sujet a fait l'objet d'une discussion générale. Au Mali, il existe une agence gouvernementale qui promeut la formation professionnelle et il serait possible de développer un partenariat avec elle. Toutefois, avant

d'entamer un programme de formation, de nombreux jeunes devraient suivre une formation de base en calcul et en alphabétisation. La formation à la responsabilité sociale des entreprises est une autre approche. À Ségou et à Sikasso, des ateliers régionaux réunissant des représentants des deux principaux secteurs économiques, l'orpaillage et l'agriculture, ont permis de formuler une série de recommandations, notamment sur la nécessité de veiller à ce que les enfants mineurs soient retirés de l'activité économique tout en offrant une formation de qualité aux jeunes ayant atteint l'âge de l'emploi.

Il a été convenu que de larges campagnes d'information sur les instruments internationaux, notamment sur les droits de l'enfant et les principes régissant les entreprises et la nouvelle recommandation de l'OIT sur les apprentissages de qualité, étaient nécessaires. Les campagnes d'information devraient cibler les gouvernements régionaux et locaux, les associations d'entreprises ainsi que les maîtres artisans. Il est particulièrement important de former les maîtres artisans afin qu'ils soient conscients de la nécessité de respecter le droit des apprentis à un environnement de travail sûr, à des horaires de travail réguliers et à d'autres questions.

Groupe 2 : Renforcer la durabilité des approches (En) Modérateur : Varun Sharma (ARAVALI) ; Rapporteuse : Trudy Kerperien (SCL NL)

Varun Sharma a expliqué que le groupe était chargé d'identifier les mesures à prendre pour assurer la durabilité des programmes et la manière dont les gouvernements ou les entreprises locales peuvent générer des ressources nationales.

Expériences de l'Inde

Aligner les programmes sur les plans ou services gouvernementaux existants

Au Rajasthan, les programmes de TPAE ont cherché, dans la mesure du possible, à s'aligner sur les plans nationaux et les services existants, en particulier sur la [Rajasthan Mission on Skill and Livelihood Development \(RMoL\) \(Mission du Rajasthan pour le développement des compétences et des moyens de subsistance\)](#).

Certains jeunes ont été orientés vers différents établissements de formation et ces parcours, qui sont les plus pertinents pour un emploi futur dans l'économie formelle, continueront d'être utilisés.

La formation professionnelle est axée sur l'employabilité tout au long de la vie

La stratégie du programme de **Manjari Sansthan** est de se concentrer sur la formation professionnelle pour l'employabilité tout au long de la vie. La recommandation de l'OIT est un bon document à utiliser lors des actions de plaidoyer auprès du secteur privé formel pour créer des programmes de formation professionnelle. Dans le secteur informel, l'accent doit continuer à être mis sur le plaidoyer auprès des associations d'entreprises afin d'améliorer les conditions au sein de la chaîne d'approvisionnement et de créer une demande en travailleurs qualifiés.

Rendre la formation professionnelle accessible et pertinente pour les travailleurs informels de l'économie locale

Au Rajasthan, les institutions de formation gouvernementales ont des critères d'éligibilité stricts et ne proposent pas de cours dans les domaines où les travailleurs non organisés ou informels sont employés. Les partenaires de TPAE sont en pourparlers avec le RMoL pour mettre en place, à titre expérimental, des cours spécifiques avec des conditions d'éligibilité moins strictes, pour les compétences de niveau intermédiaire nécessaires à l'industrie minière. Certaines associations d'entreprises locales ont approuvé la proposition et confirmé qu'il existe un besoin pour de telles compétences. Toutefois, seuls les jeunes de plus de 18 ans seront éligibles car l'exploitation minière est classée comme une industrie dangereuse en Inde.

Développement de l'entrepreneuriat et institutions communautaires

Au Rajasthan, le projet a formé un membre du personnel au développement de l'entrepreneuriat, qui assure des sessions de formation régulières et reste en contact avec les jeunes qui ont bénéficié d'une formation professionnelle ou d'un soutien en matière de microfinancement. Des institutions communautaires, formées par les personnes ayant reçu une formation, sont nécessaires afin qu'elles puissent prendre en charge la gestion des programmes de formation à moyen terme.

Diminution de la dépendance à l'égard du financement et du soutien extérieurs

De nombreux programmes de formation professionnelle sont axés sur les activités génératrices de revenus. Par exemple, une formation en couture ne débouche pas forcément sur un emploi, mais elle peut permettre à un

ménage d'économiser sur les frais de couture et aux femmes de se sentir plus autonomes. Les cours comprennent également l'entretien des machines à coudre, car il y a souvent peu de personnes disponibles pour réparer les machines et cela coûte cher. Cela permet également d'assurer la durabilité du programme.

Centre de ressources communautaires et de dirigeants syndicaux

À Budhpura, au Rajasthan, au cours des dix dernières années, la durabilité du programme TPAE a été assurée par le développement d'un centre de ressources communautaires et de dirigeants syndicaux, financé par le soutien local et non par les fonds du projet. Le centre est équipé d'Internet, d'un ordinateur et d'un grand écran. Quatre jeunes ont été formés à la gestion de l'équipement. La bibliothèque numérique pour la promotion des moyens de subsistance y est hébergée et on y trouve des livres et des modules sur l'entrepreneuriat et sur la manière d'accéder aux programmes gouvernementaux ou aux prêts bancaires. En outre, un espace ouvert avec des journaux permet aux dirigeants syndicaux de rencontrer ou de recevoir des travailleurs ayant besoin de conseils, ou de rencontrer des entreprises locales. Le centre travaille également en étroite collaboration avec les écoles locales et a développé de bonnes relations avec la section locale de la Fédération indienne des enseignants d'école primaire (AIPTF). Les écoles, en particulier, sont des institutions clés, car elles contribueront à assurer la continuité après la clôture des programmes de TPAE, tout comme les enseignants et leurs organisations.

La communauté et les dirigeants locaux se mobilisent pour un changement à long terme

Au Rajasthan, les partenaires de TPAE cherchent à impliquer la communauté dans un changement à long terme. Ils encouragent la communauté à reconnaître les avantages de l'investissement dans la formation professionnelle en analysant des cas spécifiques de personnes qui, après une formation professionnelle, ont augmenté leurs revenus et réduit leur exposition aux risques. Dans ce contexte, il est également important de répertorier les compétences auxquelles aspirent les jeunes, par exemple pour devenir enseignants ou infirmiers. Tout comme les syndicats offrent aux travailleurs la possibilité de négocier, les jeunes au niveau du village doivent être en mesure de négocier au sujet des compétences auxquelles ils aspirent. Dans ce processus, la famille et la communauté ont un rôle important à jouer pour les soutenir, tout comme les enseignants locaux et les fonctionnaires.

Expériences en Ouganda :

Soutien à la mise en place d'ateliers d'entreprises

A Busia, EWAD promeut un "modèle d'entreprise" dans lequel les jeunes qui ont été formés sont encouragés à former des groupes pour travailler ensemble, soit pour la production, soit pour la commercialisation, soit pour l'épargne. Ainsi, six ateliers de couture ont été mis en place par les jeunes formés dans le cadre du projet et acceptent à leur tour des apprentis. Il existe également des ateliers de menuiserie.

Utiliser les mobilisateurs communautaires pour mettre en place des structures de prise en charge de la gestion des centres de formation.

En Ouganda, la participation de la communauté est considérée comme très importante, dès le début d'un programme et dans tous les aspects de sa mise en œuvre. Récemment, un comité a été mis en place avec le soutien des mobilisateurs communautaires afin d'étudier la possibilité de prendre en charge la gestion des centres de formation et d'assurer, moyennant une petite redevance, leur pérennité lorsque les fonds du programme prennent fin.

Soumahoro Gbato et Trudy Kerperien ont présenté de brefs rapports sur les deux discussions en petits groupes.

Conclusions et clôture, Trudy Kerperien

Trudy a expliqué que le rapport du webinaire sera disponible et pourra être discuté au niveau national. Une réunion de validation du rapport sera organisée avec les points focaux, les personnes de contact pour la formation professionnelle et les dirigeants nationaux afin de déterminer si une action de suivi est nécessaire. Le groupe de travail sur l'éducation prévoit également de compiler des histoires de changement pour le site web de TPAE, qui se concentrera sur les pratiques intéressantes de tous les pays en matière d'éducation de base, de formation professionnelle et de développement des compétences. Le groupe de travail sur l'éducation pourrait prendre contact ultérieurement à propos de cette initiative.

Trudy a conclu la réunion en espérant qu'elle avait été une occasion opportune de partager des expériences sur l'engagement des jeunes dans la formation professionnelle en tant que voie d'accès à un travail décent.

Elle a encouragé les participants à tirer les leçons de cette expérience. Elle a remercié tous les intervenants, y compris Amanda Brown, ainsi que les modérateurs, les rapporteurs, le consultant, l'assistance technique et les interprètes. Au nom du GTE, elle a souhaité à tous de réussir dans leur travail pour ramener les enfants à l'école et pour fournir un enseignement et une formation professionnels pertinents et de bonne qualité.

Annexe 1 :

Liste des ratifications des conventions de l'OIT par pays

[Côte d'Ivoire](#)

[Inde](#)

[Jordanie](#)

[Mali](#)

[Ouganda](#)

[Viet Nam](#)

[Recommandation de l'OIT sur les apprentissages de qualité](#)